



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 2 novembre 2016

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le trente-septième rapport mensuel du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), présenté en application du paragraphe 12 de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité. La présente lettre couvre la période allant du 23 septembre au 22 octobre 2016.

En ce qui concerne la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques déclarées par la République arabe syrienne, je me vois à nouveau contraint de signaler qu'aucun progrès n'a été accompli. Dans sa note au Conseil exécutif de l'OIAC, le Directeur général indique que les conditions de sécurité précaires régnant sur le terrain continuent d'empêcher les représentants de la République arabe syrienne ou du Secrétariat de l'OIAC d'accéder sans risque au dernier hangar et aux deux installations hors sol fixes.

En ce qui concerne la déclaration initiale et les communications ultérieures de la République arabe syrienne, je rappelle qu'il faut que le Gouvernement de la République arabe syrienne et le Secrétariat de l'OIAC collaborent en vue de remédier aux lacunes, incohérences et anomalies détectées.

De même, en ce qui concerne la question des armes chimiques en République arabe syrienne, je note, ainsi que le Président du Conseil de sécurité l'a fait savoir dans sa lettre au Secrétaire général datée du 21 septembre 2016 (S/2016/807), que le Conseil a approuvé une prorogation à court terme, jusqu'au 31 octobre 2016, du mandat du Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU – prorogation que le Mécanisme avait demandée pour pouvoir achever son quatrième rapport au Conseil de sécurité en application de la résolution 2235 (2015) (S/2016/806). Le quatrième rapport du Mécanisme a été présenté le 21 octobre 2016.

Son Excellence
Monsieur Fodé Seck
Président du Conseil de sécurité
New York

SC President-OPCW
Drafter: ODA
Proofread by: I S/M
Approved by:

EMJ

Date: 2 November 2016

L'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne est extrêmement préoccupant. Je suis alarmé à l'idée que le tabou entourant l'emploi de telles armes s'estompe et que cet emploi puisse devenir anodin dans ce conflit, ou dans tout autre conflit, actuel ou à venir. Pour éviter l'intolérable et empêcher l'impunité, il est impératif que les responsables de l'emploi d'armes chimiques répondent de leurs actes. J'attends avec intérêt la tenue par le Conseil de délibérations sur ce rapport.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.


BAN/Ki-moon

2 November 2016

Dear Mr. President,

I have the honour to transmit herewith the thirty-seventh monthly report of the Director-General of the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW), submitted pursuant to paragraph 12 of Security Council resolution 2118 (2013). The present letter covers the period from 23 September 2016 to 22 October 2016.

On the matter of the destruction of chemical weapons production facilities declared by the Syrian Arab Republic, I must again report that no progress has been made. The Director-General's Note to the OPCW Executive Council indicates that the poor security situation on the ground still prevents safe access to the remaining hangar and two stationary above-ground facilities by either the Syrian Arab Republic or by the OPCW Secretariat.

With respect to Syria's initial declaration and subsequent submissions, I reiterate the need for the Government of the Syrian Arab Republic and the OPCW Secretariat to work together to resolve all identified gaps, inconsistencies and discrepancies.

Also with regard to the question of chemical weapons in the Syrian Arab Republic, I note that the Security Council, as communicated by the President of the Security Council in his letter to the Secretary-General dated 21 September 2016 (S/2016/807), approved a short-term extension of the mandate of the OPCW-UN Joint Investigative Mechanism until 31 October 2016. This extension had been requested by the Mechanism in order to complete its fourth report to the Security Council pursuant to resolution 2235 (2015) (S/2016/806). The fourth report of the Mechanism was submitted on 21 October 2016.

His Excellency
Mr. Fodé Seck
President of the Security Council
New York

The use of chemical weapons in the Syrian Arab Republic is a matter of grave concern. I am alarmed by the weakening taboo against the use of such weapons and by the possibility of their use becoming normalized in this or any conflict, present or future. In order to avoid this intolerable outcome, and to ensure there is no impunity, it is imperative that those responsible for the use of chemical weapons should be held accountable. I look forward to the deliberations, by the Council, on this report.

Please accept, Mr. President, the assurances of my highest consideration.

BAN Ki-moon